



**Saint-Symphorien-
d'Ozon**

Nombre de conseillers : 29

Présents : 28

Pouvoir : 1

Absents :

Quorum : 15

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE
DE SAINT SYMPHORIEN D'OZON
CONSEIL MUNICIPAL DU 22 SEPTEMBRE 2026

DELIB-2026-64

L'an deux mil vingt-six, le 22 septembre, à 19 heures, le Conseil municipal de la commune de Saint-Symphorien-d'Ozon, dûment convoqué le 16 septembre, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Arnaud DELEU, Maire.

Secrétaire de séance : Quentin BARBET-VERVLIET

MEMBRES PRESENTS :

Mmes et MM Arnaud DELEU – Quentin BARBET-VERVLIET – Geneviève GLEYNAT – Thibaut DUEZ – Béatrice CHASTEL – Bruno BARAZZUTTI – Sylvie COLOMBET – David ARRAÏS – Nathalie CEDDIA – Pascale LUCARELLI – Philippe TOUZET – Blandine BOST – Gaëlle ROLLY – Loïc JUVIGNY – Fabien CHARRETON – Aurélie WICES-MOREAU – Noémie PROST-PICAZO – Marie GELLY – Mégane ALLÈGRE-DUPONT – Thomas BOST – Alexis GAILLARDIN – René MARTINEZ – Sylvie CARRE – Valérie SPYCKERELLE – Mathieu DUSSERT-BRESSON – Vanessa REVEL – Séverine MORA – Thierry DEVEAUX

POUVOIRS :

Franck SLAWINSKI qui a donné procuration à Loïc JUVIGNY

OBJET : MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE DES SALLES MUNICIPALES

AC/Traité en commission "Culture – Patrimoine - Santé " le 3 septembre 2026

Par délibération n°2025-41 du 17 juin 2025, le Conseil municipal a approuvé la grille tarifaire applicable aux salles municipales ainsi qu'aux spectacles de la programmation de l'Espace Louise Labé.

Il convient de faire évoluer cette grille afin d'en améliorer la lisibilité, d'assurer sa cohérence avec les règlements d'utilisation des équipements municipaux et d'actualiser certaines de ses dispositions.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2144-3 ;

Vu la délibération n°2025-41 du 17 juin 2025 approuvant la grille tarifaire applicable aux salles municipales ainsi qu'aux spectacles de la programmation de l'Espace Louise Labé ;

Vu la délibération n°2026-... du 22 septembre 2026 approuvant le règlement d'utilisation de l'Espace Louise Labé ;

Considérant la nécessité d'améliorer la lisibilité de la grille tarifaire des salles municipales et d'assurer sa cohérence avec les conditions d'utilisation des équipements municipaux ;

Considérant qu'il convient de distinguer les tarifs relatifs à la location et à la mise à disposition des salles municipales de ceux applicables à la programmation culturelle municipale de l'Espace Louise Labé, ces derniers faisant désormais l'objet d'une délibération distincte ;

Considérant qu'il convient d'adapter certaines conditions tarifaires et modalités de mise à disposition des équipements municipaux ;

Considérant notamment la nécessité d'adapter le montant du dépôt de garantie principal applicable à l'Espace Louise Labé aux coûts susceptibles d'être supportés par la Commune en cas de dégradations imputables aux utilisateurs ;

Il est proposé au Conseil municipal :

- de retirer de la grille tarifaire des salles municipales les tarifs relatifs à la programmation culturelle municipale de l'Espace Louise Labé, ceux-ci faisant l'objet d'une délibération distincte adoptée au cours de la présente séance ;

1/2

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260922-DELIB2026-64-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

- de supprimer la prestation obligatoire de gardiennage associée à la location de la salle des fêtes de l'Espace Louise Labé ;
- de porter de 500 € à 1 000 € le montant du dépôt de garantie principal applicable à l'Espace Louise Labé ;
- d'intégrer à la grille tarifaire les conditions applicables aux réunions à caractère politique organisées pendant les périodes de campagne électorale, en cohérence avec le règlement d'utilisation de l'Espace Louise Labé et selon les tarifs propres aux équipements concernés ;
- de prévoir, pour la salle Claude Debussy de l'Orangerie, une mise à disposition gratuite pour les réceptions organisées à l'issue de funérailles, selon les conditions précisées dans la grille tarifaire annexée ;
- de maintenir les autres tarifs et conditions financières selon les montants et modalités figurant dans la grille tarifaire annexée à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité absolue par 22 voix pour et 7 abstentions (M. René MARTINEZ, Mmes Sylvie CARRE, Valérie SPYCKERELLE, M. Mathieu DUSSERT-BRESSON, Mmes Vanessa REVEL, Séverine MORA, M. Thierry DEVEAUX) :

- ABROGE, à compter du 1er octobre 2026, la grille tarifaire des salles municipales approuvée par la délibération n°2025-41 du 17 juin 2025 ;
- APPROUVE la nouvelle grille tarifaire des salles municipales annexée à la présente délibération ;
- DIT que cette grille tarifaire entre en vigueur à compter du 1er octobre 2026 ;
- PRÉCISE que les tarifs de la programmation culturelle municipale de l'Espace Louise Labé font désormais l'objet d'une délibération distincte ;
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

■ télétransmis en Préfecture
Le 24 septembre 2026

■ Date de mise en ligne sur
le site Internet de la collectivité
Le 24 septembre 2026



Le Maire,

Deleu

Arnaud DELEU

Le secrétaire de séance,

Quentin Barbet-Verfliet

Quentin BARBET-VERVLIET

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260922-DELIB2026-64-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026